

# Elections Départementales : Pour le Progrès Social, Battre l'extrême droite

*Si de nombreux observateurs annonçaient une faible participation des citoyens aux élections départementales 2015, la CGT constate également une promotion scandaleuse dans de nombreux médias des listes présentées par l'extrême-droite. Le taux d'abstention à Arles était de 50.16 %*

Pour la CGT cette forte abstention pour ces élections doit interroger sur les raisons du désintérêt des citoyens à exprimer un choix :

- Perte de confiance dans la « chose publique » ?
- Illisibilité des choix politiques sur la vie quotidienne ?
- Sentiment que cela ne sert à rien ?

**Pourtant les missions publiques des conseils généraux et les moyens dont ils disposent sur leurs secteurs d'intervention concernent notre quotidien que l'on soit jeune, salarié(e), privé(e) d'emploi, retraité(e).**

Qu'il s'agisse de l'aide sociale, de la protection de l'enfance - (dont la protection maternelle et infantile), de l'insertion des personnes en difficultés (RSA), de l'aide aux personnes handicapées ou âgées avec l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa), de la prévention sanitaire, de la gestion matérielle des collèges, de la culture, du service départemental d'incendie et de secours, des transports de voyageurs et des transports scolaires ou encore de l'entretien des routes... , **les futurs élu(e)s feront des choix qui impacteront le quotidien de l'ensemble de la population départementale, donc les salariés, les retraités et les privés d'emplois Arlésiens mais aussi, à travers le rôle des services publics, le « VIVRE ENSEMBLE ».**

Pour l'Union Locale CGT d'Arles, ce VIVRE ENSEMBLE, dans une communauté d'histoire, de valeurs, de respect, de justice, d'égalité et de fraternité est non seulement possible mais nécessaire.

**Il est indispensable de donner les moyens aux collectivités locales d'accomplir leurs missions d'intérêt public et de faire des choix qui favorisent le progrès social.**

- Cela passe obligatoirement par **une remise en cause des politiques d'austérité** qui ont été mises en place par les différents gouvernements : avec le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, les dispositions du projet de loi libérale « Macron » qui satisfont les rentiers, les

actionnaires et le grand patronat au détriment de la population, des jeunes, des salarié(e)s, privé(e)s d'emplois et des retraité(e)s.

- Cela passe obligatoirement **par une réforme de la fiscalité locale**. Aujourd'hui les augmentations des Taxes d'habitation et foncières reposent sur les ménages- qui supportent seuls les cadeaux fiscaux faits aux entreprises (Au plan national + 9 ,822 Milliards d'euros payés en plus par les ménages pour le financement des collectivités locales en France entre 2009 et 2013 et 4,875 milliards payés en moins par les entreprises !). Il faut en finir avec les niches fiscales des entreprises (200 milliards d'euros/an).
- Cela passe obligatoirement **par un investissement massif de l'Etat** dans des infrastructures d'aménagement du territoire des Bouches-du-Rhône, par réduire les inégalités de cadre de vie, par lutter contre l'exclusion, par préserver et développer les activités industrielles, portuaires et de services publics (Poste, Hôpitaux, centres de sécurité sociale, etc...).
- Cela passe obligatoirement **par l'opposition à la réforme des territoires** qui n'a qu'une seule finalité : la mise en place d'une métropole au service des affairistes
- Cela passe obligatoirement **par la volonté de résistance des élus locaux aux politiques d'austérité et de casse des acquis sociaux, pour un autre partage des richesses.**

Pour la CGT les candidats de l'extrême droite représentés par le FN, ne sont pas porteurs, une nouvelle fois, d'un programme électoral de progrès social.

Au contraire, les éléments qu'ils portent dans cette campagne font ressurgir la volonté d'opposer les salariés, les retraités, et les privés d'emplois entre eux, avec certaines propositions qui prônent l'exclusion au nom de la« préférence nationale ». Force est de constater que ce parti s'appuie sur la désespérance des couches populaires pour tenter de les séduire.

***Pour être clair, le FN n'a jamais été et ne sera jamais la solution pour les salariés, car c'est un parti qui prône leur division, leur opposition et ne pourra jamais œuvrer pour leurs intérêts : car diviser pour mieux régner, c'est toujours bon pour les patrons.***

***Que l'on soit salarié(e)s, précaires, retraité(e)s, ou privé(e)s d'emploi, jeunes ou moins jeunes, dimanche 29 mars 2015 : votons pour un autre partage des richesses, pour le progrès social, contre la haine.***